



Volume 1, numéro 3, décembre 2010

Veillez photocopier Pulp Truth recto et verso et faire appel aux équipes de suivi, aux délégués syndicaux, aux représentants et membres de l'atelier syndical de Unite ou au réseau d'intervention rapide pour le distribuer en dehors des heures de travail. Veuillez laisser des exemplaires dans les réfectoires, les salles de repos, sur les tableaux d'affichage de l'atelier, etc. Nous voulons savoir ce qui se passe sur votre lieu de travail. Envoyez vos informations à Lynne Baker, à l'adresse lbaker@usw.org

Unite accueille des travailleurs de l'USW dans une visite d'échange organisée par Workers Uniting

Au cours de la semaine du 14 au 19 novembre, des membres américains et canadiens de l'USW ont participé à une visite d'échange chez Unite et ont découvert comment fonctionnait le syndicalisme en Grande Bretagne.

Sally Feistel, Brian Harder et Ron Espinoza ont décrit leur expérience dans un blog sur www.workersuniting.org.

Mme Feistel a pu assister à des négociations intenses entre Unite et deux employeurs en difficulté financière et un autre employeur en train de fermer un établissement. Aux côtés de membres du comité Unite, elle a participé à une réunion avec un directeur d'usine au sujet de la santé et de la sécurité.

« J'ai expliqué au groupe la cartographie des risques de l'USW, qui les a beaucoup intéressés, déclare-t-elle. Ceci est un exemple de la façon dont les membres de Workers Uniting peuvent collaborer sur les problèmes communs. »

M. Harder, qui vit au Canada, a appris combien les lois régissant la syndicalisation étaient différentes au Royaume-Uni, et est revenu de sa visite avec de nouvelles idées sur le sujet, qu'il entend mettre en pratique. Mme Feistel et lui ont acquis une meilleure compréhension de la façon dont les négociations fonctionnaient au niveau national au Royaume-Uni, en observant une réunion préparatoire sur les pourparlers salariaux avec la Confederation of Paper Industries (CPI).

M. Espinoza s'est joint à Mme Feistel et M. Harder pour une visite du Parlement et une rencontre avec Jim Fitzpatrick, un MP également membre d'Unite et de son caucus. M. Espinoza a enfin visité l'usine Georgia-Pacific pour y étudier les pratiques de santé et de sécurité.

Les trois membres de l'USW ont discuté avec les dirigeants, les délégués et les membres locaux de Unite.

Une réunion avec Workers Uniting forge un plan de travail

Les délégués, dirigeants et militants locaux de Unite et de l'USW se sont rencontrés à Pittsburgh avant la conférence du secteur papier de l'USW pour jeter les bases d'une meilleure communication, déterminer les sources communes de préoccupations et définir les possibilités d'action commune.

Ils ont élaboré un plan de travail pour le secteur papier, imprimerie et emballage, se concentrant sur l'éducation des militants de base de Workers Uniting et les raisons de son importance, sur la communication et la mobilisation chez des employeurs communs, sur l'amélioration des systèmes de santé et de sécurité, sur le soutien des campagnes mondiales et sur la collaboration dans la campagne contre les coupes illégales.

Dans le but d'améliorer la communication, le plan prévoit de développer un site Workers Uniting sur Facebook, de créer des prospectus montrant où Workers Uniting et les actions de solidarité internationale ont renforcé notre pouvoir de négociation et nous ont permis de confronter les patrons, et l'organisation de téléconférences entre représentants Unite et antennes USW locales de la même entreprise.

Au cours de cette réunion, ont été également débattus l'emploi de travailleurs intérimaires ou contractuels et les programmes de santé et de sécurité.

Tony Burke, Secrétaire général adjoint de Unite, a déclaré que les travailleurs intérimaires et contractuels n'étaient pas protégés par le droit du travail. Ils s'inscrivent auprès d'une agence de placement, doivent parfois payer une commission et sont très difficiles à syndiquer. Leurs congés payés et leur salaire en cas de maladie sont la responsabilité de l'agence. En tant qu'intérimaires, ils ne peuvent obtenir de prêt immobilier ou automobile, et sont en général mal logés.

Unite a pu aider ces travailleurs. Dans le cadre du contrat entre Unite et la Confederation of Paper Industries (CPI), un travailleur intérimaire ou contractuel doit bénéficier des mêmes conditions d'emploi que les employés à plein temps avec lesquels il travaille.

Les dirigeants syndicaux locaux de l'USW ont parlé de négocier pour supprimer la main-d'œuvre intérimaire et de limiter la durée d'emploi temporaire d'un employé avant son embauche à plein temps.

Élimination des dangers

Les dirigeants syndicaux locaux des deux syndicats ont parlé des problèmes de santé et de sécurité, ainsi que de la nécessité de se concentrer sur l'élimination des dangers. Ils ont décidé de former un groupe de travail sur une campagne intitulée « Fix the Hazards - Don't blame the Worker » (Éliminez les dangers - N'accusez pas le travailleur). Un programme complet sera mis en place pour expliquer aux travailleurs et aux dirigeants que la santé et la sécurité reposent sur une hiérarchie de contrôles. Deux responsables locaux de l'USW et de Unite et des techniciens de la sécurité de chaque syndicat feront partie du groupe de travail.

Les Européens combattent les coupes illégales par une nouvelle loi

Peter Ellis, dirigeant national GPM Unite

Au cours des dix dernières années, les groupes de protection de l'environnement et autres activistes ont fait ardemment campagne pour interdire l'importation de bois illégal. Il est estimé que les importations de bois par les états-membres de l'Union européenne (UE) chaque année représentent environ 700 millions de livres, dont environ 20 % sont présumés être issus de coupes illégales dans des pays comme le Brésil et l'Indonésie.

Le Parlement européen et ses commissions et comités divers ont débattu les points spécifiques d'une loi complexe, et ont pris connaissance des « positions » présentées par diverses parties intéressées, l'une d'entre elles étant le nouveau forum de dialogue social de l'industrie du papier, établi dans le cadre des directives constitutionnelles dudit Parlement. Le « dialogue social » est celui entre l'European Mine, Chemicals and Energy Workers' Federation (EMCEF), à laquelle Unite est rattaché, et la Confederation of European Paper Industry (CEPI).

Le 6 juillet 2010, le Parlement européen a voté, à 644 voix contre 25, en faveur d'une loi interdisant l'importation et la vente de bois obtenu par des coupes illégales. Selon la nouvelle loi, toutes les entreprises important et vendant du bois ou des matériaux comportant du bois dans l'UE devront prouver qu'elles ont fait les recherches nécessaires pour s'assurer que le bois n'avait pas été coupé illégalement. La loi prévoit une entrée en vigueur des nouvelles règles à partir de 2012.

Il est intéressant de constater que selon le rapport d'une étude conduite par le centre d'études et de recherche Chatham House, les importations de bois de coupe illégale ont chuté de 30 % depuis leur pic en 2004.

Jusqu'à 17 millions d'hectares de forêts sont estimés avoir été ainsi protégés, et ce sont 1,2 milliard de tonnes de CO₂ de moins qui ont été émises dans l'atmosphère. Le rapport conclut que les pays consommateurs tels que le Japon et la Chine doivent suivre l'exemple des États-Unis et de l'Union européenne et interdire l'importation et la vente du bois des coupes illégales.

Workers Uniting s'engage à combattre les coupes illégales

Keith Romig, USW

Le problème des coupes illégales continue de préoccuper les travailleurs des industries de l'exploitation forestière et du papier des deux côtés de l'Atlantique. À la réunion de Workers Uniting à Pittsburgh du secteur GPM britannique et du secteur papier américain, les travailleurs des deux pays ont convenu de lutter ensemble contre ces coupes.

Les actions de l'USW aux États-Unis se sont focalisées sur l'Indonésie, non pas parce que ce serait le seul endroit où auraient lieu des coupes illégales, mais parce que ce pays a un secteur papier important qui exporte vers les États-Unis et qui bénéficie directement de l'inégalité des situations, ce qui coûte des emplois aux travailleurs américains du papier.

En outre, les travailleurs américains et britanniques disposent d'un allié majeur sur le terrain en Indonésie : Kahutindo, le syndicat des travailleurs du bois, qui considère également les coupes illégales comme responsables de l'élimination des emplois syndiqués. D'autres parties du monde où des coupes illégales ont lieu sont la Russie, l'Afrique de l'Ouest, la Birmanie, le Brésil et le Pérou.

Les entreprises responsables ne replantent généralement pas et ne font rien pour réparer les terrains où elles ont travaillé, provoquant la dévastation environnementale des forêts. Elles peuvent vendre leur bois à des prix plus bas que les entreprises d'exploitation forestière employant des travailleurs syndiqués, à des salaires et avec des avantages sociaux raisonnables. Les entreprises syndiquées sont conduites à la faillite.

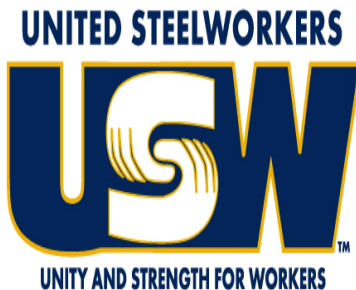
Un avantage injuste sur les coûts

Parce qu'il est moins cher de pratiquer des coupes illégales, les scieries et les papeteries qui utilisent le bois de cette provenance bénéficient d'un gros rabais sur la fibre de bois, l'élément le plus important de leur coût de revient. Ceci leur permet de vendre leur produit à des prix plus bas que ceux de leurs concurrents locaux et étrangers qui respectent la loi. Dans certains cas, comme dans les usines de papier couché aux États-Unis, des gammes complètes de produit, et parfois même des papeteries toutes entières, ont dû être abandonnées à cause de ces pratiques déloyales.

Aux États-Unis, l'USW a suivi deux voies de recours. Le syndicat a collaboré avec l'industrie et des environnementalistes pour mettre à jour une loi de 1908, le Lacey Act, afin qu'elle couvre également les coupes illégales. Cet effort législatif a réussi en 2008, et les partisans de la nouvelle loi travaillent avec le Département de l'agriculture américain pour s'assurer que la réglementation prévue pourra être appliquée efficacement.

Par ailleurs, l'USW et ses alliés ont plaidé, dans deux procès commerciaux sur le papier couché, que la coupe illégale constituait une subvention injuste. En 2006, pour la première fois, les autorités commerciales américaines ont accepté cet argument. Un deuxième procès de l'USW sur le papier couché a été décidé en faveur du syndicat.

Workers Uniting va travailler des deux côtés de l'Atlantique à informer ses membres sur les coupes illégales et sur les problèmes que cette pratique provoque, et collaborera avec les pouvoirs publics et les autres parties intéressées pour y mettre fin.



www.usw.org



www.unitetheunion.org

www.workersuniting.org